

le bon côté des choses

par Juan Somavia



La situation mondiale de l'emploi est désastreuse. D'après les premières estimations de l'Organisation internationale du travail, en 2009, des dizaines de millions de personnes perdront leur emploi ou auront un emploi précaire en raison de la crise financière mondiale — la croissance du chômage des jeunes suscitant notamment une préoccupation de plus en plus vive. La crise financière a rapidement évolué en crise économique, pour déboucher aujourd'hui sur une crise de l'emploi.

Plusieurs aspects d'un plan de relance mondial sont actuellement examinés, comprenant des mesures immédiates comme le renflouage d'entreprises en difficulté et des propositions à moyen et long termes visant à relancer les dépenses publiques en faveur de programmes axés sur l'emploi, à accroître le volume des prêts destinés à financer les dépenses liées au maintien de la croissance dans les pays en développement, ainsi qu'à stimuler la formation et l'acquisition de nouvelles compétences. De plus en plus de stratégies de relance économique intègrent un volet sur l'écologisation de l'économie et la création d'emplois verts.

Le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, voit dans le développement des emplois verts « le côté positif du changement climatique ». Alors que le climat économique s'est nettement détérioré ces derniers temps, les emplois verts pourraient jouer un rôle majeur dans la lutte contre la crise économique. Tout laisse à penser qu'ils peuvent, et qu'ils devraient, constituer un élément vital et crucial de tout plan de relance.

Le rapport que nous avons récemment publié, intitulé « *Emplois verts : pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone* », examine pour la première fois la question des emplois verts à l'échelon mondial. Elaboré à la demande du PNUE et financé par celui-ci dans le cadre de l'Initiative Emplois verts, lancée conjointement par le PNUE, l'OIT, la Confédération syndicale internationale et l'Organisation internationale des employeurs, ce rapport rassemble les meilleures connaissances disponibles et idées d'avant-garde sur les moyens de favoriser la création d'emplois verts dans le monde.

Des millions d'emplois verts existent déjà. Plusieurs autres millions sont sur le point d'être créés. Ils contribuent à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement; favorisent les économies d'énergie, d'eau et de matières premières; permettent de décarboniser l'économie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre; et concourent à la protection et à la restauration des écosystèmes et de la biodiversité.

L'approvisionnement en énergie — notamment en énergies renouvelables — les bâtiments et la construction, les transports, l'agriculture et la foresterie sont autant de secteurs qui auront un impact important sur l'environnement, l'économie et l'emploi. Les technologies propres attirent déjà un flux croissant de capital-risque, lequel a plus que doublé dans certains pays en l'espace de quelques années.

Des millions d'emplois ont été créés dans le secteur des énergies renouvelables à l'échelle de la planète, et le potentiel de croissance qu'offre le secteur des énergies alternatives que sont le solaire, l'éolien et la biomasse est énorme. Les énergies renouvelables génèrent déjà un plus grand nombre d'emplois que la production et le raffinage du pétrole et les investissements prévus pourraient déboucher sur la création d'au moins vingt millions d'emplois supplémentaires d'ici à 2030. En outre, la production de biomasse à des fins énergétiques et l'ensemble des activités qui y sont associées pourraient générer 12 millions d'emplois nouveaux dans le secteur agricole.

La transition vers des constructions économes en énergie pourrait créer des millions d'emplois supplémentaires dans le monde et « verdir » ceux de plusieurs millions de travailleurs dans le secteur du bâtiment. Les investissements visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments pourraient déboucher sur la création de 2 à 3,5 millions d'emplois verts en Europe et aux États-Unis seulement, et le potentiel de croissance qu'offrent ces emplois est encore beaucoup plus élevé dans les pays en développement. Le secteur du recyclage et de la gestion des déchets emploie des millions de personnes dans le monde et devrait se développer rapidement dans les pays confrontés à l'escalade des prix des matières premières.

Bien sûr, de nombreux emplois verts en théorie sont loin de l'être dans la pratique, soit parce que les procédés employés sont inadaptés et font peser un risque sur l'environnement, soit parce qu'il s'agit d'emplois qui, par nature, sont dangereux, sales et difficiles. Les secteurs qui suscitent le plus de préoccupations — essentiellement, mais pas exclusivement, dans les pays en développement — concernent l'agriculture et le recyclage, caractérisés par des emplois mal rémunérés, des contrats

de travail précaires et l'exposition des travailleurs à des substances dangereuses. Ces emplois ne pourraient en aucun cas répondre à la définition que l'OIT donne du « travail décent ». De même, même si des millions d'emplois verts existent déjà, trop peu bénéficient aux travailleurs les plus vulnérables qui vivent avec moins de 2 dollars par jour, en particulier les femmes et les millions de jeunes demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin.

L'instauration d'un développement plus durable ne se fera pas sans des changements majeurs des modes de production et de consommation dans tous les pays. Il s'agit d'un enjeu mondial qui aura des conséquences sur les entreprises et les lieux de travail partout dans le monde. La transition a déjà commencé. La moitié des 2,3 millions d'emplois verts existants dans le secteur des énergies renouvelables se situent dans le monde en développement. La transition vers une économie durable, à faibles émissions de carbone, peut bénéficier aux plus pauvres parmi les pauvres. L'installation de panneaux solaires en milieu rural en est un exemple, mais il en existe bien d'autres.

Il faut néanmoins s'assurer que les emplois verts constituent un travail décent et admettre que les emplois verts de bonne qualité ne se créent pas d'eux-mêmes. A titre d'exemple, le secteur du recyclage des ordinateurs et téléphones portables usagés emploie des millions de travailleurs dans le monde. Même si en théorie ils peuvent être considérés comme des emplois verts, dans la pratique ce sont souvent des emplois de mauvaise qualité où les règles sanitaires et de sécurité sont les premières à finir dans la poubelle à recycler.

Des emplois seront créés, d'autres adaptés et d'autres enfin disparaîtront. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets supposeront une évolution vers de nouveaux modes de production et de consommation et la mise en place d'une nouvelle politique de l'emploi. Les politiques doivent dès le départ être axées sur les bénéficiaires ultimes de la transition de manière à maintenir la volonté politique et le soutien du secteur public. Cela signifie qu'elles devront contribuer à la diversification de l'économie, aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter, et garantir l'existence d'une protection sociale et de programmes de formation destinés à combler le déficit de compétences. La meilleure façon de garantir une bonne transition est de veiller à ce que les premiers concernés — à savoir les employeurs et les employés — aient leur mot à dire. Un dialogue social efficace est indispensable pour faciliter le passage à une économie plus respectueuse de l'environnement.

En ces temps de net ralentissement de la croissance et de récession, les emplois verts représentent-ils une solution viable pour l'avenir écologique et économique du monde? Incontestablement, la réponse est oui. Les politiques énergétiques et industrielles visant à réduire notre empreinte écologique représentent des débouchés inestimables en termes de création d'emplois. Elles sont un moyen de fournir un travail décent et des revenus qui contribueront à une croissance économique durable et aideront les gens à sortir de la pauvreté. Elles sont essentielles au lien qu'il est indispensable d'établir entre changement climatique et développement. Les principaux investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique pourraient en effet entraîner la création de nombreux emplois de meilleure qualité au profit des personnes les plus vulnérables.

Non seulement les emplois verts contribuent à long terme à la croissance économique durable, mais ils peuvent aussi rapidement relancer une économie essouffée et recréer des emplois tant dans les pays en développement que dans les pays développés. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la modernisation des bâtiments pour les rendre plus économes en énergie, l'extension rapide des transports publics, la construction des infrastructures nécessaires pour adapter les pays vulnérables au changement climatique, les activités axées sur les énergies renouvelables ainsi que sur la réhabilitation des écosystèmes et le reboisement.

Un certain nombre de pays ont déjà adopté des trains de mesures au niveau économique pour stimuler la croissance des emplois verts, considérés à court terme comme un moyen de reconstruire, rénover et renouveler les infrastructures et les installations électriques pour les rendre plus efficaces, et à long terme comme une solution aux problèmes du chômage et de l'environnement. Investies de façon judicieuse, les ressources destinées à enrayer la crise économique pourraient permettre de mettre en place des infrastructures efficaces sur le plan énergétique, de réhabiliter les écosystèmes, de créer des sources d'énergies renouvelables et d'accroître la résilience des pays au changement climatique. Elles pourraient aussi jeter les bases d'une économie plus verte, rationnelle sur le plan écologique, productive sur le plan économique et durable sur le plan social. C'est le moment idéal pour donner à l'Initiative Emplois verts toute son envergure. 